

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE
DU BASSIN VERSANT DU TARN-AMONT**

DE_2024_009

Restauration écologique et réduction de la vulnérabilité aux inondations du méandre du Tarn à Saint-Hilarin, commune de Rivière-sur-Tarn : plan de financement modificatif

Le huit février deux mille vingt-quatre, le comité syndical, dûment convoqué, s'est assemblé au nombre prescrit par la loi à Mostuéjouls, sous la présidence de Serge VÉDRINES.

Étaient présents : Jean-Michel ARNAL, Daniel AURIOL, Christine BEDEL, Didier CADAUX, Esther CHUREAU, Arnaud CURVELIER, Raymond FABRÈGUES, Gilbert FAUCHER, Daniel GIOVANNACCI, Pierre HERRGOTT, Madeleine MACQ, Richard SARRAU, Régis VALGALIER, Serge VÉDRINES, Séverine PEYRETOUT

Étaient représentés :

Secrétaire de séance : Gilbert FAUCHER

Date de convocation : 30 janvier 2024

Délégués du comité syndical		
En exercice : 23	Présents : 15	Pouvoirs : 0
Résultat du vote		
Pour : 14	Contre : 0	Abstention : 1

Vu les statuts du syndicat mixte et notamment sa compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (gemapi), s'exerçant dans le cadre d'outils tels que notamment le programme pluriannuel de gestion des milieux aquatiques (PPG MA) ;

Vu l'arrêté n°2015349-0001 des préfets de l'Aveyron, du Gard et de la Lozère en date du 15 décembre 2015, portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Tarn-amont ;

Vu la disposition P1.1 issu de l'enjeu « préserver et restaurer les fonctionnalités naturelles des cours d'eau » du SAGE Tarn-amont ;

Vu l'objectif B2-2 « restaurer les zones d'expansion naturelle des crues et préserver les espaces de mobilité des rivières » du contrat de rivière Tarn-amont 2019-2024 ;

Vu l'arrêté d'autorisation de travaux au titre du code de l'environnement en date du 11 mai 2020 pour la restauration de l'espace de mobilité du Tarn dans le méandre de St-Hilarin, et sa prolongation par l'arrêté n°12-2023-04-24-00003 du 24 avril 2023 ;

Vu l'arrêté n° 12-2023-09-14-00002 du Préfet de l'Aveyron en date du 14 septembre 2023, déclarant d'intérêt général les travaux de restauration de l'espace de mobilité du Tarn à St-Hilarin porté par le Syndicat mixte du bassin versant Tarn-amont ;

Vu l'arrêté n°12-2023-09-25-0001 du Préfet de l'Aveyron en date du 25 septembre 2023 portant déclaration d'utilité publique le projet d'aménagement du méandre du Tarn à Saint-Hilarin, commune de Rivière-sur-Tarn ;

Vu l'arrêté n°12-2023-09-28-00001 du Préfet de l'Aveyron en date du 28 septembre 2023 portant cessibilité de la parcelle F628 dans le cadre du projet d'aménagement du méandre du Tarn à Saint-Hilarin, commune de Rivière-sur-Tarn ;

Vu la délibération DE_2018_059 du comité syndical relative à la demande de subventions pour la restauration du méandre du Tarn à Saint-Hilarin ;

Vu les arrêtés de subventions de l'Agence de l'eau Adour-Garonne en date du 26 décembre 2018 et de la Région Occitanie du 7 décembre 2018 dans le cadre de l'appel à projet « restaurons les zones inondables » ;

Vu la délibération DE_2023_49 du comité syndical en date du 7 décembre 2023 relative à une demande de financements complémentaire dans le cadre de l'appel à projets Fonds MAIF pour le vivant – Nature 2050 (mécénat) ;

Conformément à l'article L.1111-10 du CGCT, toute collectivité territoriale ou tout groupement de collectivités territoriales, maître d'ouvrage d'une opération d'investissement, assure une participation minimale à son financement s'élevant à 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

Monsieur le Président rappelle que ce projet d'aménagement du méandre du Tarn à Saint-Hilarin est un projet ambitieux répondant parfaitement à l'intérêt des solutions fondées sur la nature pour préserver les milieux aquatiques et réduire la vulnérabilité des activités humaines aux inondations, dans un contexte d'adaptation au changement climatique.

Il a été initié dans le cadre du Programme Pluriannuel de Gestion des cours d'eau 2014-2018. Il vise à restaurer l'espace de mobilité de la rivière sur près de 1300 m et à réduire la vulnérabilité d'enjeux aux inondations.

Il prévoit notamment :

- L'enlèvement de 20 emplacements de camping en bordure de rivière dans la zone inondable et leur relocalisation sur un versant hors zone inondable ou dans une moindre mesure ;
- La renaturation des berges et du lit moyen et majeur :
 - par un recul d'environ 15 m et l'enlèvement des enrochements ou des remblais protégeant les emplacements de camping existants ;
 - La démolition d'un bâtiment en ruine. Celui-ci servait à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers d'alluvions.
 - Le remodelage des berges en pente douce en procédant à des déblais/remblais avec un tri des matériaux et évacuation des déchets. Les matériaux graveleux sains seront déposés sur les plages existantes sur une épaisseur maximum de 50 cm, afin de laisser la possibilité à la rivière de les mobiliser lors des crues. Cette opération représente un volume d'environ 33 000 m³ de matériaux qui seront remobilisés. L'ensemencement et la végétalisation de l'ensemble des berges et des talus nouvellement créés avec des essences locales ;
- La mise en œuvre de mesures d'accompagnement pour limiter l'impact sur la biodiversité (création de gîte à reptiles, conservation d'arbres à cavité).

D'autre part, et pour rappel, le projet se situe dans un rapport de compatibilité avec les documents locaux tels que le PLUi-HD de la Communauté de communes Millau Grands Causses, le SDAGE

Adour-Garonne 2022-2027, le SAGE Tarn-amont, le Contrat de rivière Tarn-amont 2019-2024 et le SCoT Sud Aveyron.

Considérant, les différentes procédures administratives, réglementaires et foncières réalisés ces dernières années, pour la mise en œuvre pour la réalisation de cette opération,

Considérant, l'apparition de postes de dépenses supplémentaires et de l'inflation, le montant de l'opération a dû être révisé depuis la demande initiale du 24/01/2018 sur la base du nouvel estimatif du maître d'œuvre (novembre 2023).

Soit :

Désignation	Montant des travaux en € HT
Prix généraux	106 500,00 €
Travaux forestiers et préparatoires	170 950,00 €
Aménagement du lit et des berges	547 706,50 €
Aménagement de réduction de la vulnérabilité	503 690,00 €
Déplacement d'enjeux (dont acquisition foncière)	283 690,00 €
Ouvrage sur talus	220 000,00 €
Garantie et suivi des aménagements végétaux	35 725,00 €
SOUS-TOTAL	1 364 571,50 €
Dépenses annexes	
Imprévus (10%)	136 457,15 €
Suivi des travaux	46 442,27 €
Frais sécurité, Suivi écologue	12 825,00 €
SOUS-TOTAL	1 560 295,92 €
Modélisation préalable (<i>déjà engagée</i>)	11 600,00 €
Maitrise foncière – procédure expropriation	11 000,00 €
TOTAL	1 582 895,92 €

Monsieur le Président informe qu'une sollicitation a été adressée à l'Agence de l'eau Adour-Garonne pour exposer la volonté de voir aboutir ce projet en permettant une prolongation des délais de subvention et un apport financier complémentaire. Par courrier réponse, il est précisé qu'une nouvelle demande est susceptible d'être présentée par les services de l'Agence au conseil d'administration à titre exceptionnel et dérogatoire, sur la base des dépenses éligibles et avec un taux de subvention identique à celui de l'appel à projet initial.

Au regard de ces nouveaux éléments, le plan de financement prévisionnel s'établit comme suit :

Financiers		Base éligible € HT	Taux d'aide	Montant aides/fonds sollicités	Part du financement sur le sous-total des participations publiques
Aides publiques	Agence de l'eau Adour Garonne	1 362 896 €	62,90%	857 262 €	68%
	Région Occitanie	917 464 €	17%	156 850 €	12%
Autofinancement (20 % minimum des aides publiques)				253 528 €	20%
SOUS-TOTAL				1 267 639 €	100%
Mécénat (privé)	Fonds MAIF pour le vivant - Nature 2050			315 256 €	
TOTAL en € HT				1 582 896 €	

À l'unanimité avec une abstention de Monsieur Curvelier, le comité syndical, après avoir délibéré,

Acte la modification pour une nouvelle demande de financement pour cette opération auprès de l'Agence de l'eau Adour-Garonne,

Approuve le plan de financement prévisionnel modifié tel que présenté ci-dessus,

Autorise le Président à solliciter une nouvelle aide auprès de l'Agence de l'eau Adour-Garonne et à fixer le plan de financement définitif,

Rappelle que l'autofinancement de l'action située sur le périmètre de la Communauté de communes Millau Grands Causses sera sollicité auprès de celle-ci selon les modalités de participations financières des membres définies par délibération du comité syndical pour les actions de type 3,

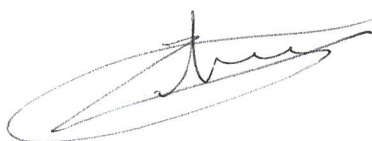
Autorise le Président à signer toutes les pièces se rapportant à cette action.

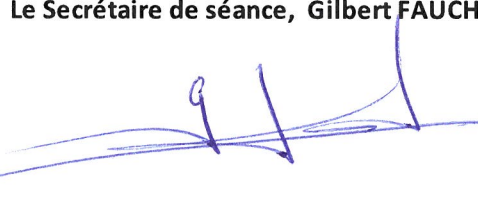
Ainsi fait et délibéré à Mostuéjoul, les jours, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

Le Président, Serge VÉDRINES

Le Secrétaire de séance, Gilbert FAUCHER





Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le 08/02/2024
et publié ou notifié
le 13/02/2024

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

SOUS-PREFECTURE DE FLORAC
Date de reception de l'AR: 08/02/2024
048-200080547-DE_2024_009-DE

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.